

La proportion de la propriété et de la main-mise étrangères est plus élevée au Canada que dans tout autre pays industrialisé et que dans bien des pays en voie de développement. Le Canada importe plus de produits manufacturés en franchise, à l'exclusion des pièces automobiles, que les États-Unis, le Japon et la Communauté économique européenne réunis. Ces données qui figuraient dans un rapport du Conseil des sciences du Canada nous donnent une idée de la quantité de produits finis qui entrent au Canada.

Si l'on compare les sociétés purement canadiennes aux sociétés étrangères, il est intéressant de remarquer que les sociétés dominées par des capitaux étrangers achètent quatre fois plus de produits manufacturés importés que les sociétés canadiennes. Cela tient simplement à leurs relations. Elles s'adressent à leurs concitoyens aux États-Unis, au Japon, en Europe ou en Asie du Sud-Est. Les sociétés canadiennes s'adressent quant à elles à d'autres sociétés canadiennes pour obtenir des pièces et le matériel dont elles ont besoin pour fonctionner. En d'autres termes, elles se sentent obligées si vous le voulez de s'adresser à des fournisseurs canadiens. Ce n'est pas le cas des sociétés étrangères si l'on se fie à ce qui s'est produit dans le passé.

Nous, du Nouveau parti démocratique, avons foi dans les Canadiens. Nous croyons que les Canadiens doivent avoir la priorité.

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: Nous pensons que l'épargne des Canadiens n'a jamais été aussi élevée dans l'histoire du Canada.

Une voix: Le chômage non plus.

M. Riis: C'est vrai. Le député signale que nous avons le plus haut taux de chômage de notre histoire. Nous croyons que pour redonner des emplois aux Canadiens, il faut compter sur des sociétés canadiennes et des capitaux canadiens.

Nous avons confiance dans les Canadiens. Ainsi, nous voudrions voir comment les fonds déposés dans des régimes enregistrés d'épargnes-retraite pourraient créer de nouveaux investissements. Nous voudrions découvrir toute une série de nouveaux mécanismes permettant de donner aux épargnants canadiens la possibilité de faire des investissements spéculatifs dans des entreprises canadiennes.

Nos vis-à-vis prétendent que les Canadiens ne pourront régler leurs problèmes eux-mêmes et qu'ils devront compter sur les investisseurs de Hong Kong, du Japon, du Texas, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Nous n'écartons pas ces pays et leurs investissements sont les bienvenus, mais nous avons foi dans les Canadiens. Nous sommes convaincus que les Canadiens et les Canadiennes peuvent relancer notre économie. Nous avons les connaissances, la formation, le savoir-faire, les capitaux et l'esprit d'entreprise voulus. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un gouvernement qui ait foi dans les Canadiens et cesse de compter sur les pays étrangers pour résoudre nos problèmes. Nous avons besoin d'un gouvernement qui soit disposé à dire aux Canadiens qu'il a confiance en eux et qu'il va leur donner les mécanismes nécessaires pour mobiliser les capitaux canadiens et non des capitaux étrangers afin de créer des emplois pour les Canadiens.

Investissement Canada—Loi

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations?

M. Malone: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Il a à peu près la même mentalité que les géomys à poches. Il croit qu'en s'enterrant suffisamment, on peut feindre d'ignorer le reste du monde.

Puisque le député a pris à maintes reprises les États-Unis comme exemple, je voudrais qu'il me dise pourquoi jusqu'en 1886, les capitaux investis aux États-Unis venaient surtout d'Europe et principalement de Grande-Bretagne. Ces capitaux ont fourni la base sur laquelle les Américains ont pu s'industrialiser et gagner leur autonomie. Le député veut-il dire qu'il importe peu que les capitaux soient étrangers ou non? Où trouver des capitaux qui ne viennent pas d'un certain processus de développement? Compte-t-il tout simplement imposer des taxes à partir de rien pour faire quelque chose en partant de rien?

M. Riis: Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député de Crowfoot (M. Malone) que, malgré toutes les bonnes intentions de la plupart des éleveurs de bétail de la région du Canada où il habite, ces géomys à poches persistent et restent. Ils restent longtemps, et je suppose que le député ferait mieux de s'habituer à cette idée parce qu'ils resteront encore quelques années.

Pour répondre à la question du député, je dirais qu'il est parfaitement clair qu'il faut des capitaux pour lancer des entreprises et les faire tourner. L'industrie automobile japonaise a eu et elle a toujours un rôle à jouer; je crois en avoir parlé dans mon discours. Mon chef a souvent préconisé les investissements japonais dans le secteur automobile. Si les Japonais veulent emporter les bénéfices au Japon, nous voudrions qu'ils créent des emplois dans ce pays. Nous le disons depuis que les sociétés automobiles étrangères ont commencé à s'installer ici.

Il y a toujours eu place pour les investissements étrangers dans une économie en croissance. Ce qui me préoccupe, c'est que l'on a tendance à se détourner du Canada au profit des marchés étrangers. Cela m'ennuie d'apprendre que le premier ministre du Canada est allé explorer les investisseurs américains de venir au Canada et qu'il est allé leur dire que nous avons maintenant un gouvernement ouvert, quand je songe au mandat majoritaire qu'on vient de lui donner.

Des voix: Oh, oh!

M. Riis: J'entends les députés s'esclaffer. Chose certaine, le premier ministre déclare que les entreprises canadiennes sont plus que jamais à vendre aux Américains. Quand je regarde en arrière, je constate que la plupart des achats des quelques dernières années n'ont pas produit plus d'emplois ni de nouvelle activité de recherche et de développement, mais qu'elles ont pris la forme de fusions ou de prises de contrôle.

M. Mazankowski: La sortie de capitaux a été de 17 milliards de dollars. Qu'allez-vous faire pour l'empêcher?